



PORTRAIT

LA MAISON DE LA SECURITE



Le portrait de ce CRÉS-Infos N° 11 ne portera pas sur une personne mais sur une structure, la MAISON DE LA SECURITE (MS) de la commune de Saint-Denis. Cette structure se veut être une plateforme pour les associations de Saint-Denis à disposition de la population et dont la santé fait partie des champs d'intervention. C'est à ce titre que le CRÉS-Réunion a jugé pertinent d'en faire la présentation dans ce numéro.

Dans le but de rédiger cet article, le CRÉS a rencontré Mme Minh N'GUYEN VAN HINH, Elue Déléguée à la Maison de la Sécurité au Conseil Municipal de Saint-Denis, qui définit la MS créée en 2002 comme « un lieu de permanences d'associations pour l'accompagnement, le conseil et l'encadrement des personnes dans les domaines du social, du socio-médical et du juridique ».

Les champs d'intervention

Les associations assurant des permanences à la MS interviennent dans des domaines divers : la prévention, la sécurité (individuelle et collective), la prise en charge des victimes, le logement, la maltraitance ou encore la lutte contre l'alcoolisme, etc. Toutes ces permanences se regroupant dans un seul lieu, il s'agit là d'une forme de « guichet unique » où la population est assurée d'être orientée vers le service adéquat.

La prestation

Les prestations offertes par la MS s'articulent autour de 4 axes : l'écoute, l'aide, l'information et l'orientation. Selon Mme Minh N'GUYEN VAN HINH, l'axe fort de la structure reste l'Écoute.

Le personnel chargé de l'accueil des personnes a été formé dans ce but. Il s'agit de dépasser une simple orientation pour un réel accompagnement, « une aide psychologique ». Naturellement l'anonymat est garanti.

Les associations partenaires de la MS tiennent régulièrement des permanences, les locaux sont ouverts du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 17h. Les formalités d'accueil sont simplifiées. Parmi tous les partenaires intervenant à la Maison de la Sécurité, on peut noter l'ARIV* pour l'aide aux victimes dans le cadre du C.L.S.* de Saint-Denis, et l'ADIL* pour ce qui concerne le logement avec des conseillers juridiques.

Au-delà de l'accueil du public et des permanences d'associations, la Maison de la Sécurité souhaite pouvoir mener des actions de prévention, dans la lutte contre les conduites addictives par exemple. La coordination des actions et des acteurs entre également dans les missions de la structure, et ce, sur des thèmes comme la prévention de la délinquance (CLSPD*), à travers par exemple des cellules de veilles tenues tous les lundis avec les polices municipale et nationale ou des réunions mensuelles de quartiers. L'objectif étant de rester à l'écoute, d'être toujours au courant, pour mettre en place des actions adaptées (projets thématiques) selon Mme Minh N'GUYEN VAN HINH.

Les moyens

Pour mettre en œuvre ses missions, la MS dispose bien-sûr de locaux situés en centre ville (voir CARTE DE VISITE), mais surtout de personnes : des chefs de projets, des adultes relais, du personnel pour l'accueil du public et une chargée de prévention (Mlle Sophie NARASSIGUIN) qui s'occupe de la mise en place des actions sur le terrain.

La communication

La MS souffre actuellement de 2 choses, tout d'abord de son intitulé «Maison de la Sécurité» qui ne reflète pas l'étendu de ses missions. En effet dans «Maison de la Sécurité», on ne perçoit que l'aspect « sécurité » et non l'aspect prévention. Et puis d'une manière générale, de sa difficulté à se faire connaître auprès de la population. C'est pourquoi une campagne de communication auprès de la population et des associations est actuellement en préparation.

Les perspectives

Afin de se rapprocher de la population, de sortir du centre ville, la MS prévoit prochainement de se décentraliser, notamment vers les mairies annexes. De plus, soucieuse de renforcer la politique de prévention en place, la MS est disposée à accueillir d'autres associations désireuses de tenir des permanences.



Mme Minh N'GUYEN VAN HINH
Conseillère Municipale à St-Denis

* CLS: Contrat local de sécurité ; CLSPD: conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ; ARIV: Antenne réunionnaise de l'institut de victimologie ; ADIL: Agence départementale pour l'information et le logement
Cédric PEDRE

OUTILS ET DOCUMENTATION

Outils pré pédagogiques

Disponible en prêt



PARCOURS D-STRESS

Malette pédagogique sur la santé mentale ayant pour objectif de:

- Sensibiliser à la problématique du stress
- Favoriser le dialogue et l'échange sur les causes et les conséquences du stress.

Cette malette se présente sous la forme d'un jeu de table permettant d'initier un dialogue à partir de situations concrètes évocatrices de stress. Tout au long du parcours, les participants rencontrent des événements agréables et désagréables qui influencent leur stress, s'adaptent à des situations quotidiennes en réalisant des défis, témoignent de leurs connaissances relatives au stress, diversifient leurs possibilités de détente et expérimentent le changement de point de vue.

Contenu de la malette: un parcours de jeu format A1 ; une règle du jeu ; un guide pour l'animateur ; 6 tableaux de progressions et 6 pions de couleurs ; des cartes énergies ; des cartes info, détente, défi et situation

Disponible en prêt



NUTRISSIMO

Voyage au centre de l'alimentation

Coffret pédagogique réalisé par l'institut Pasteur de Lille, ayant pour objectif: d'apprendre la diététique en s'amusant. (à partir de 10 ans)

Le jeu s'appuie sur une classification pédagogique des aliments en 9 classes. Chaque classe est codifiée par une couleur et un pictogramme différent. Il existe 100 questions/réponses par classe. Elles portent sur les aspects culturels, géographiques, historiques, culinaires et nutritionnels des aliments. Trois styles de questions sont proposées.

Disponible en prêt



Les Experts

Outil de prévention sur le SIDA

Cet outil élaboré par le CODES du Doubs et ses partenaires a pour objectif de faire élaborer par les jeunes eux-même des réponses aux principales questions qu'ils se posent sur le SIDA.

Il comprend un jeu de 90 cartes et un dossier. Le jeu propose des questions relatives à la thématique du sida (dépistage, contamination, sexualité, maladie, toxicomanie, tolérance). Le dossier reprend quelques notions scientifiques incontournables, la charte... et des propositions de réponses aux questions. Le débat dans le groupe sera initié à partir des propositions de réponses aux questions qu'élaboreront les jeunes.

Disponible en prêt



Le qu'en dit-on

Support d'expression en groupe

Objectifs:

- Pouvoir accéder à ses propres représentations sur le thème du rapport à l'autre et à la loi.
 - Pouvoir les confronter à celles du groupe et ainsi les relativiser
 - Pouvoir recadrer ses attitudes en se dégageant d'une représentation a priori et toute puissante
 - Pouvoir relier ses attitudes et ses représentations à son histoire singulière
- Cet outil pédagogique est composé de 6 séries de 10 cartes à thèmes (conduites addictives, responsabilité parentale, circulation routière, questions de femmes, violence, sexualité), d'un dé, d'un livret méthodologique et d'un livret juridique.

Alimentation

J'aime manger j'aime bouger - LE GUIDE NUTRITION POUR LES ADOS

Dans le cadre du PNSS, cette brochure destinée aux adolescents (niveau collège) cherche à les sensibiliser à l'importance d'une alimentation équilibrée associée à la pratique d'une activité physique. Ce guide aborde ces 2 thèmes en orientant son discours sur la convivialité, l'estime de soi, la forme physique. Les principaux repères du PNNS sont déclinés de manière très pratique, avec des astuces, des recettes-minute et des portraits (par exemple «Je suis grosse» ou «J'enchaîne les compét») permettent d'aborder au plus près les préoccupations des jeunes.

Disponible au CRES



Alcool

« Repère pour votre pratique »



Intervention auprès des consommateurs excessifs d'alcool
Document réservé aux professionnels de santé

Ce document synthétique s'adresse aux médecins généralistes afin de les aider à aborder la question de l'alcool en consultation.

Disponible au CRES

Pandémie grippale

« Repère pour votre pratique »



Conduites à tenir en cas de risque de pandémie grippale à H5N1

Consacré aux conduites à tenir en cas de pandémie grippale à H5 N1, ce numéro de «Repères pour votre pratique» informe les professionnels de santé sur les conduites à tenir aux différentes phases du «plan pandémie grippal».

Disponible au CRES

OUVRAGES

Outils d'intervention en éducation pour la santé : critères de qualité



Ce référentiel est le fruit d'un consensus d'experts en éducation pour la santé. Il définit les 31 critères essentiels de qualité des outils d'intervention en éducation pour la santé, auxquels s'ajoutent 30 critères importants et 4 critères mineurs. En outre, il propose une grille d'analyse qui permet aux professionnels d'apprécier la qualité des outils qu'ils utilisent ou envisagent d'utiliser.

Disponible en prêt

DOSSIER

Chikungunya, que pouvons-nous faire, nous acteurs de terrain, dans l'urgence ? Et pour demain ?



À La Réunion, les premiers cas ont été identifiés à la fin du mois de février 2005 chez des personnes ayant passé leurs vacances dans l'archipel voisin des Comores, dans lequel plus de 5 000 cas avaient été signalés entre les mois de janvier et mars précédents. Si un peu plus d'une centaine de cas avait été répertoriés à La Réunion avant le mois d'avril, près de 150 l'ont été dans la seule semaine du 25 avril au 1^{er} mai, et le premier pic épidémique officiel date de la deuxième semaine de mai, avec plus de 450 nouveaux cas. À ce moment, le nombre total de personnes ayant déjà contracté le Chikungunya s'élevait à 1 000, et il était de près de 3 300 à la fin de l'été austral. Une relative accalmie survint ensuite avec un taux moyen d'une centaine de nouveaux cas par semaine (total d'un peu plus de 4 000 cas à la fin du mois d'octobre). Mais naturellement, l'arrivée de la saison chaude suivante annonçait une nouvelle flambée épidémique. Près de 400 cas hebdomadaires étaient repérés en décembre 2005, pas moins de 5 600 au cours de la dernière semaine de janvier 2006, et plus de 20 000 à l'heure actuelle ! Le bilan faisait donc état au début du mois de février 2006 de plus de 40 000 personnes ayant contracté le virus, dont

plus de 80 % depuis la troisième semaine de décembre. À l'heure de la rédaction de ce texte, les sources officielles avancent un total de 186 000 cas, soit environ 25 % de l'ensemble de la population de l'île. Il est également important de noter que sur 97 certificats de décès, le chikungunya est mis en cause de façon directe ou indirecte.

Précisons rapidement que les conséquences économiques de cette crise sanitaire sont importantes et relativement durables. Dans le secteur touristique, le Comité régional du tourisme avance le chiffre de près de 12 000 annulations de séjours depuis le mois de janvier et prévoit une réduction de 60 à 70 % de l'activité sur l'ensemble du premier semestre 2006 par rapport à l'an passé.

Soit une évaluation de l'aide d'urgence estimée à plus de six millions d'Euros. Au-delà des hôtels, de nombreuses professions souffrent de la chute du flux touristique : les loueurs de voiture, par exemple, enregistrent une diminution de leur chiffre d'affaire de 30 à 40 %. Enfin, sur un plan plus général, la Caisse de sécurité sociale déclarait qu'à l'heure actuelle, six à sept arrêts maladie sur dix, tous secteurs confondus, sont inhérents au Chikungunya.

Il s'agit là d'une démonstration de ce

qu'est "un problème de santé publique", en ce sens que les conséquences de cet événement sanitaire se répercutent sur l'ensemble du système réunionnais. Dans ce dossier du CRES-Info, deux aspects seront présentés : l'un se rapporte à la problématique de la grossesse, l'autre au "plan global de lutte" mis en place par le gouvernement au début du mois de février 2006.

Chikungunya et grossesse

L'épidémie que nous connaissons a mis en lumière l'existence d'une transmission du virus de la mère au fœtus via, semble-t-il, le placenta. C'est pourquoi le Réseau Périnatal Réunion a rapidement réagi en mettant au point une fiche synthétique intitulée "Chikungunya et grossesse", fiche qui présente l'immense intérêt de faire état simplement des connaissances-clés à avoir. On y trouve notamment, outre des recommandations de prévention s'appliquant à tout un chacun, des explications claires sur la nature du risque de transmission mère/fœtus. On retiendra qu'au « cours des soins, des câlins... il n'y a pas de risques de transmission » et qu'il « n'existe aucune preuve de la transmission par le lait maternel ».

DOSSIER (suite)

Cette fiche, très bien faite et didactique, est téléchargeable sur le site du REPÈRE : www.prerinat-reunion.org. C'est de ce genre d'outils dont la population a besoin, aujourd'hui et pour demain. Le Réseau REPÈRE espère que des recherches scientifiques poussées seront effectuées dans les mois et années à venir, car des interrogations restent sans réponse : si l'on sait que l'infection constitue un risque au 9^{ème} mois de grossesse, qu'en est-il des conséquences d'une piqûre qui survient dans les premiers mois de grossesse ? Quelles sont les conséquences d'une transmission intra-utérine, à plus ou moins longue échéance, pour le nouveau né.

Plan global de lutte contre le Chikungunya et rôle des acteurs de proximité

Daté du 8 février 2006 et sous l'égide des Ministères de la Santé et des Solidarités, de l'Outre-Mer et du Tourisme, ce plan global comprend six axes : 1-Lutte contre le moustique ; 2-Information de la population et des professionnels ; 3-Prise en charge sanitaire et médico-sociale ; 4-Renforcement de la surveillance et le développement de recherches ; 5-Mise en place de mesures économiques ; 6-Renforcement de la coopération régionale en matière de santé .

Bien que l'application de ces axes semble relever de compétences institutionnelles, il est un domaine dans lequel l'implication des acteurs de terrain est primordiale : celui de la prévention (axe 2). En effet, c'est parce que nous sommes au contact direct des populations que notre investissement en matière d'information et de sensibilisation est d'une

importance capitale, tout simplement car nous sommes des relais "humains". Nous sommes en ce sens en partie garants de l'efficacité de la lutte dans la période actuelle et pour l'avenir.

Une lutte efficace

Si nous sommes des relais de prévention et d'information, quels messages pouvons-nous transmettre à nos concitoyens ? Au-delà des controverses sur les produits utilisés lors des démos ou des conséquences sur le long terme de la maladie, données qui doivent être scientifiquement éprouvées avant d'être officiellement validées, il est des gestes simples et extrêmement efficaces à promouvoir. Ce sont ces gestes qui doivent être au cœur de notre discours de proximité. Un premier message est **"éliminez toute eau stagnante de votre maison"** (vider les coupelles, nettoyer le jardin, enlever les déchets...), car cette lutte mécanique empêche les femelles moustique de pondre et donc les larves d'éclore. S'il s'agit là d'une action à caractère individuel, un autre message est complémentaire du précédent, car il fait appel à la solidarité et à la citoyenneté ; **"Aidez ceux qui ne peuvent pas faire ces gestes simples"** (personnes âgées, personnes handicapées, personnes atteintes du Chikungunya et en pleine crise, personnes qui travaillent toute la journée à l'extérieur...). Rappelons que l'approche communautaire, ainsi exprimée, est au cœur de la santé publique.

Une lutte durable

Cette crise épidémique doit nous servir de leçon et nous permettre, à nous acteurs

de prévention, de capitaliser cette triste expérience. Car la prochaine saison chaude sera probablement porteuse d'une nouvelle vague épidémique. Par ailleurs, il semble que notre mode de vie moderne nous ait fait oublier qu'en contexte tropical, les risques de transmission de virus par les moustiques ne sont pas nouveaux et que nous ne pouvons faire autrement que de "vivre avec". Combien de fois a-t-on entendu au cours des derniers mois que « les générations nouvelles ont perdu l'habitude des moyens simples de protection contre les piqûres » et, par exemple, qu'il « n'y a plus de moustiquaires dans les maisons ». Peut-être y a-t-il donc là un travail à réaliser quant à la réintégration des moyens individuels de prévention dans le contexte des conditions de vie actuelles (climatisation, styles vestimentaires...) ?

POUR EN SAVOIR PLUS

- BEH - Bulletin épidémiologique hebdomadaire - (2006). Infection par le virus Chikungunya à l'île de La Réunion. Numéro spécial du 31 janvier 2006, 4 p.

- CIRE Réunion-Mayotte - Cellule interrégionale d'épidémiologie - (2005 et 2006). Épidémie de Chikungunya à La Réunion. Rapports de situation des 02/11/2005, 23/01/2006, 01/02/2006 et 09/02/2006. Documents de 5 p

- DUHAMEL G., GOMBERT D., PAUPY C. et QUATRESOUS I. (2006). Mission d'appui à la lutte contre l'épidémie de Chikungunya à La Réunion. Rapport n° 2006 012 pour le compte des Ministères de la santé et de l'outre-mer, 58 p

Sites internet

www.orsrun.net

www.invs.sante.fr

www.chikungunya.net

www.sante.gouv.fr

Alexandre MAGNAN

CARTE DE VISITE

MAISON DE LA SECURITE



107 rue Juliette Dodu - 97400 Saint-Denis
Tel: 02 62 41 11 47 - Fax: 02 62 94 19 16

Ecoute - Aide - Information - Orientation
Du lundi au vendredi
8h - 12h
14 - 17h

EN BREF...

Conférence régionale de santé (CRS)

Comme nous vous l'avions annoncé dans le numéro précédent, la CRS a bien eu lieu le 13 décembre 2005 à Saint-Pierre. La journée s'est articulée autour de 2 axes: l'élection du bureau de la CRS où Catherine GAUD a été élue présidente; et la présentation aux participants du projet de Programme régional de santé publique (PRSP). La CRS doit maintenant émettre un avis sur le projet de PRSP pour qu'il soit arrêté par le préfet d'ici la fin du premier semestre 2006. Cependant, le chikungunya mobilise actuellement tous les services de l'Etat et des collectivités, ce qui laisse présager d'un possible retard. A suivre...



Cédric PEDRE

Comité Régional d'Education pour la Santé (CRES)

www.cresreunion.org

229, Chaussée royale - 97460 Saint-Paul

Tel: 02 62 71 10 88 - Fax: 02 62 71 16 66 - cres.run@wanadoo.fr

Equipe de rédaction : Cédric PEDRE - Nathalie PAGEAUX - Solene LEBLANC - Isabelle GALLEGRO - Karine BIJOUX - Alexandre MAGNAN - Blandine BOUVET

